

Questions d'examens.

L'usage veut que l'organisation des examens soit généralement confiée aux adjoints, seuls ou entourés d'une équipe (Enseignants, DDFPT, CPE, AED), pour cette opération importante de l'année qui commence mi-mai avec le BTS et qui ne s'achève que le 8 juillet, date des résultats du deuxième groupe.

Le calendrier des examens, déconnecté du calendrier scolaire, ne semble reposer sur aucune logique, loin de l'utopique velléité de reconquête du mois de juin, les lycées étant contraints d'arrêter leurs cours un mois avant la date officielle des vacances.

Dans les lycées professionnels, le calendrier académique de certaines épreuves ponctuelles est connu très tardivement et débute dès le retour des congés de printemps, privant les établissements de leurs ateliers et/ou de leurs professeurs au moment même où ils ont prévu leurs CCF, positionnés le plus tard possible sachant que les élèves ne reviendront plus après ces épreuves. De plus, c'est souvent le budget de l'établissement qui doit prendre en charge la matière d'œuvre nécessaire à la réalisation de ces épreuves pratiques, pour des montants pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros.

Si la date du DNB est un peu plus tardive, pourquoi ne pas la repousser d'une semaine ?

En effet, cet examen signe officieusement le début des vacances en collège, puisqu'après avoir renvoyé chez eux l'ensemble des élèves pour organiser les deux journées d'épreuves, ce sont de nombreux enseignants qui s'absentent pour les corrections.

Comment expliquer aux familles que les cours interrompus dès le 22 juin pour cause d'examen vont reprendre le 30 juin, veille de départ en vacances pour de nombreux parents ?

Le début juillet en collège est donc une période inutile et un peu bizarre de chassé croisé entre des enseignants qui reviennent et des élèves qui sont partis.

Notons que le temps de correction, parfois jugé trop court par les enseignants qui corrigent à la maison se réduit à une journée, voire une matinée lorsque ces corrections sont prévues sur deux jours en établissement.

Ce que l'on appelle vulgairement difficulté scolaire dans les établissements ordinaires, se nomme handicap dans d'autres, avec une fréquence étrangement élevée dans les établissements privés, devenus temporairement des ULIS pour la durée des examens. L'augmentation exponentielle des différents aménagements d'épreuves frise les limites du possible dans certains centres d'examens, confrontés à des problèmes de locaux et de personnels.

La loi nous contraint de mettre en place ces aménagements d'épreuves et nous devons bien évidemment l'appliquer, cependant les simples tiers temps se sont progressivement transformés en de multiples préconisations très pittoresques, plus ou moins réalisables.

Si la période des examens voit croître le nombre d'élèves handicapés, elle n'est pas sans incidence sur la santé des enseignants qui peut se dégrader subitement à la réception de leur convocation pour les surveillances, les corrections ou les jurys.

Bien que la grande majorité d'entre eux fasse preuve d'une très grande conscience professionnelle, ce phénomène s'accroît lui aussi et complique le travail des personnels de direction chargés de pallier à ces absences de dernière minute.

Pour ajouter un zeste de désagrément à la difficulté, l'institution fidèle à ses mauvaises habitudes, a développé une nouvelle application informatique nommée CYCLADES, sans prévoir la formation des utilisateurs.

Le choc de simplification n'a pas encore touché l'organisation des examens qui soulève pas mal d'interrogations.

Faut-il continuer à dépenser autant d'argent et à priver les élèves des centaines d'heures de cours qui leur sont dues, pour maintenir la forme actuelle des examens ?

Est-il raisonnable d'afficher une fin des cours le samedi 8 juillet alors que les lycées arrêteront leurs cours le 9 juin et que les collèges seront désertés après le DNB, qui pourrait débiter deux jours plus tôt en 2017 quand la fin des cours est prévue trois jours plus tard ?

Les réponses ne nous appartiennent pas, mais ces questions méritent d'être examinées.